

L'économie régionale rurale en chiffres

ÉDITION 2014



Pays de la Loire

Voir loin, les pieds sur terre

Sommaire

Édito

Le réseau CERFRANCE Pays de la Loire 4-5

Marché des A.C.S. (Artisans, Commerçants, Services) 6-9

La ferme Pays de la Loire 10-11

Production laitière 12-13

Production de viande bovine 14-15

Production caprine 16-17

Production porcine 18-19

Aviculture-Cuniculture 20-21

Grandes cultures 22-23

Productions végétales : cultures spécialisées 24-25

Ostréiculture 26-27



2014

Les résultats économiques 2013 que vous allez découvrir sont d'un bon cru. En légère baisse, ils restent néanmoins corrects au vu des aléas climatiques et des mutations que vit notre agriculture.

Comme je l'ai déjà dit, nos entreprises ont besoin d'outils performants, modernes, évolutifs pour répondre aux problématiques du moment ou à venir... Je pense aux producteurs de lait avec la « fin » des quotas, ou à toutes nos exploitations qui doivent gérer les fluctuations de prix des intrants et des ventes.

Notre responsabilité vis à vis de nos adhérents, est de préparer l'avenir en proposant encore et toujours les services les plus pertinents, les plus visionnaires. Nous devons créer de nouvelles réponses pour favoriser leur réussite économique, les aider face aux mutations sur notre territoire.

Nous privilégions un accompagnement autour de 3 axes forts qui animent déjà notre conseil, pour des exploitants :

• Entrepreneurs

Vivre la difficulté en opportunité, sortir des schémas stéréotypés et relever ainsi de nouveaux défis.

• Innovants

Accueillir positivement la nouveauté, savoir capter des opportunités, créer la différence pour leur entreprise dans un environnement qui va vite.

• Indépendants

Garder la liberté d'orienter et de valider les choix stratégiques dans l'entreprise, « se prendre en main », ce seront des atouts importants pour l'avenir.

Ainsi, nos équipes sont là pour accompagner les agriculteurs. Notre vocation est d'anticiper les mutations, de servir leur réussite et leurs performances, de faire éclore leurs projets.

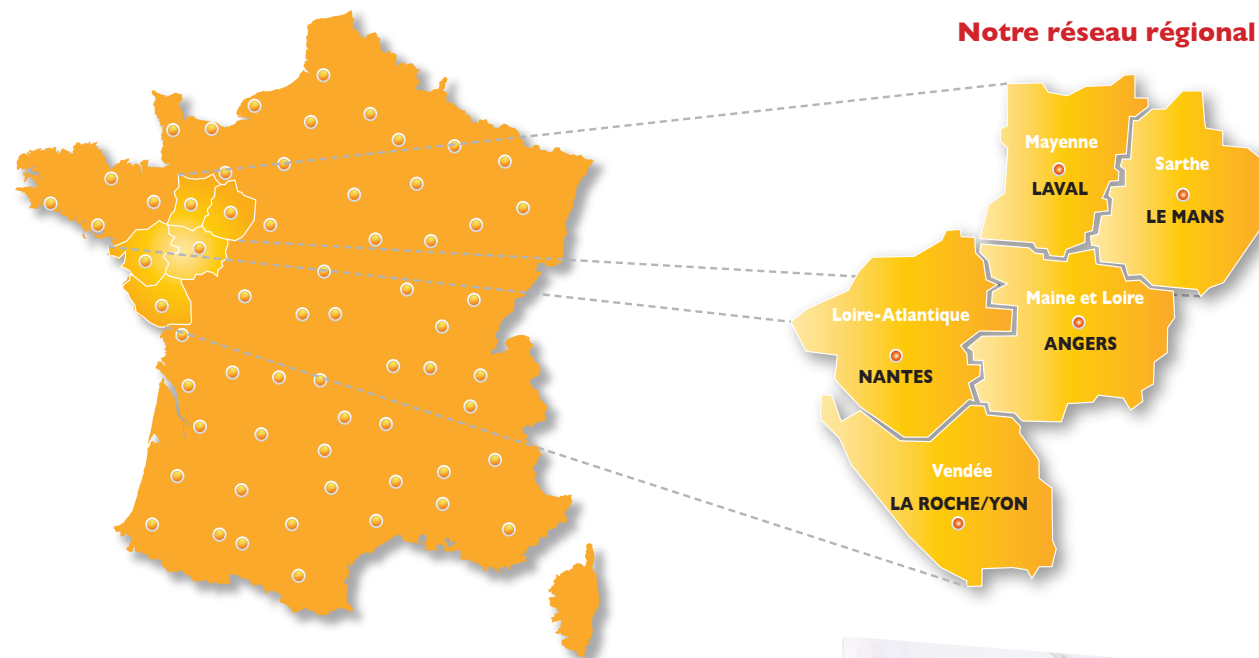
Bonne lecture !

Olivier Bouchonneau

Président CERFRANCE Pays de la Loire



Le réseau CERFRANCE Pays de la Loire



Notre réseau régional

Agriculture
Artisanat
Commerce
Services
TPE-PME
Professions libérales
Collectivités
Associations



Pays de la Loire

Voir loin, les pieds sur terre

Un poids économique important

- 17 000 exploitations agricoles : 25 000 chefs d'entreprise et 4,4 milliards d'euros produits
- 4 500 entreprises artisanales, commerciales et de services

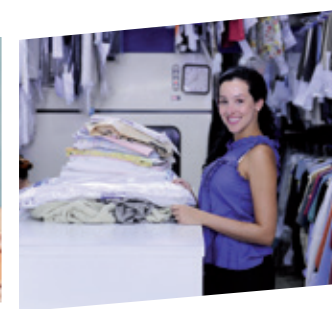
Un conseil de proximité

- 1 100 collaborateurs
- 53 agences

En France, chaque jour, 320 000 chefs d'entreprise font confiance au réseau CERFRANCE

Des collaborateurs proches de chez vous

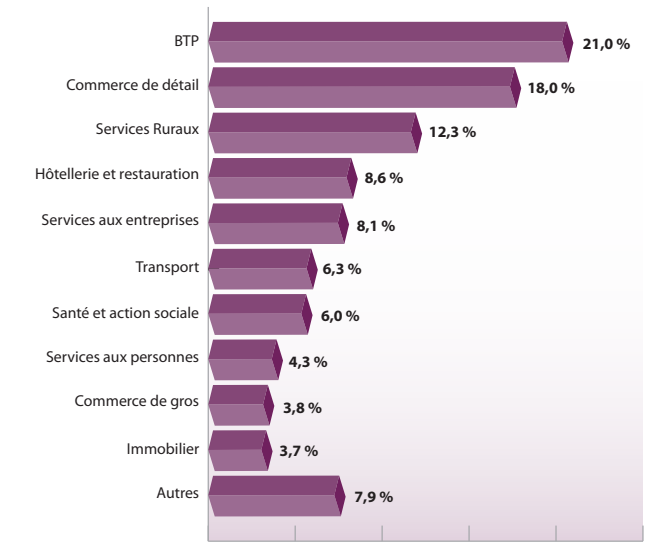
www.cerfrance.fr





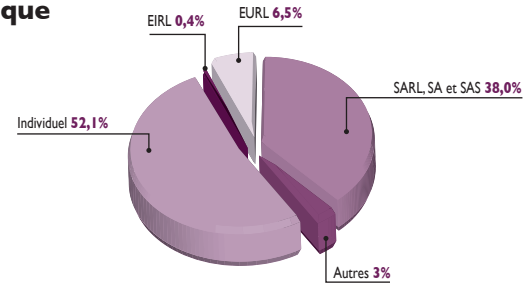
Diversité des activités

21% des adhérents CERFRANCE Pays de la Loire travaillent dans le secteur du BTP. Toutes les activités regroupent plus de 80 métiers différents.



Forme juridique

Près de 45% des adhérents ont choisi la forme sociétaire pour séparer patrimoines professionnels et privés.



ARTISANAT DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS*

	Ensemble	Maçonnerie	Couverture	Menuiserie	Plomberie	Electricité	Plâtrerie	Carrelage	Peinture	Terrassement et TP
Nombre d'entreprises	4441	553	315	651	565	557	180	175	448	474
Effectif dont salariés	2,86 1,76	3,39 2,29	3,46 2,33	2,59 1,49	2,48 1,40	2,36 1,27	2,47 1,34	2,41 1,33	2,36 1,30	3,19 2,10

Chiffres 2013 (en milliers d'euros)										
Chiffre d'affaires	253,8	269,4	279,3	238,7	229,8	204,7	181,0	214,3	154,1	358,0
Valeur ajoutée	111,3	124,7	135	96,4	95,1	89,4	85,4	98,9	83,4	146,6
en % du chiffre d'affaires	44	46	48	40	41	44	47	46	54	41
Charges de personnel	68,0	81,7	85,4	58,2	55,7	51,2	50,9	56,8	50,1	81,0
Résultat	32,2	32,9	40,3	29,9	32,5	31,7	27,6	35	27,3	31,7
en % du chiffre d'affaires	13	12	14	13	14	15	15	16	18	9

* Données CERFRANCE nationales

Le secteur du bâtiment regroupe l'ensemble de ces différentes professions qui travaillent autour des mêmes projets immobiliers. Rappelons que ces corps de métiers représentent approximativement 1,5 million d'actifs.

Les mises en chantier de constructions neuves sont fortement ralenties dans un contexte économique général peu favorable. Les politiques publiques visent à encourager les rénovations énergétiques des bâtiments existants.

La performance financière des entreprises du bâtiment diminue : le résultat rapporté au chiffre d'affaires se réduit de 3 points en moyenne, soit environ 8 000 € de résultat en moins. Les métiers de carreleurs et peintres sont les plus touchés. Le plein emploi n'est pas assuré pour les salariés. Le coût du personnel progresse plus vite que le chiffre d'affaires.



LES MÉTIERS DE L'HOTELLERIE*

Les activités de chambres d'hôtes et de gîtes ruraux dégagent de faibles revenus. On constate une baisse de fréquentations (météo capricieuse) et par conséquent un chiffre d'affaires moindre. Les hôtels connaissent également une baisse de fréquentation ainsi qu'une baisse du prix moyen de la chambre. Même les grandes villes ne sont pas épargnées. Le contexte économique actuel profite davantage aux campings où la progression de chiffre d'affaires a permis de conserver un résultat de l'ordre de 25 000 €.

	Ensemble	Gîtes ruraux	Gîtes et chambres d'hôtes	Chambres d'hôtes	Campings	Hôtels
Nombre d'entreprises	314	114	17	65	85	33
Effectif <i>dont salariés</i>	1,62 0,55	1,07 0,11	1,08 0,10	1,06 0,07	1,99 0,75	3,90 2,74
Chiffres 2013 (en milliers d'euros)						
Chiffre d'affaires	103,6	52	47,9	48,7	170,8	245,5
Valeur ajoutée	50,2	25,3	22,5	21,9	86,8	111,5
en % du chiffre d'affaires	48	49	47	45	51	45
Charges de personnel	17,2	4	4,6	3,3	27,8	69,6
Résultat	11,3	4,1	3,2	4,2	24,5	19,8
en % du chiffre d'affaires	11	8	7	9	14	8

* Données CERFRANCE nationales



LES MÉTIERS DE LA RESTAURATION*

Le résultat des entreprises de la restauration est en diminution : le résultat rapporté au chiffre d'affaires perd de 2 à 3 points. Le secteur de la restauration rapide est moins impacté que la restauration traditionnelle. En effet, l'augmentation du taux de TVA de 7 à 10% sur la restauration traditionnelle est difficilement répercutable en totalité sur le prix. La main-d'oeuvre atteint les deux-tiers de la valeur ajoutée, sauf pour la restauration rapide où elle est de 53%. L'évolution de la législation en matière de droit du travail avec des contrats de 24 heures minimum va déstabiliser les professionnels qui ont fortement recours à la main-d'oeuvre occasionnelle. Les résultats sont loin d'être homogènes : les entreprises localisées dans les grandes agglomérations et les zones touristiques sont créatrices d'emplois.

	Ensemble	Restaurants	Restauration rapide	Traiteurs	Crêperies
Nombre d'entreprises	1340	620	218	43	44
Effectif <i>dont salariés</i>	2,60 1,40	3,16 1,90	2,05 0,97	2,99 1,75	2,68 1,52
Chiffres 2013 (en milliers d'euros)					
Chiffre d'affaires	169,4	195,9	128,6	254,9	157,8
Valeur ajoutée	74,9	86,5	52,2	101,3	82,6
en % du chiffre d'affaires	44	44	41	40	52
Charges de personnel	43,8	57,1	27,4	67,4	53,4
Résultat	21,4	19,3	16,6	25,2	21,5
en % du chiffre d'affaires	13	10	13	10	14

* Données CERFRANCE nationales

LE COMMERCE DE DETAIL*

Dans le commerce de détail, nous retrouvons les métiers de bouche (boulangerie, boucherie, charcuterie), le commerce alimentaire (alimentation générale, commerce de fruits et légumes, commerce de boissons) et le commerce de petite distribution (fleurs, habillement, librairie-papeterie, opticiens). Les métiers de bouche nécessitent plus de main-d'oeuvre soit 2,8 salariés en moyenne contre 0,7 pour le commerce alimentaire et 1,1 pour le commerce de petite distribution.

	Ensemble	Boulangeries Pâtisseries	Fleurs	Boucheries Charcuteries	Charcuteries	Alimentaire sur marchés	Habillement	Alimentation générale	Librairie, papeterie	Commerce de fruits et légumes	Commerce de boissons	Opticiens
Nombre d'entreprises	2340	336	303	163	49	198	203	139	89	89	60	59
Effectif <i>dont salariés</i>	2,56 1,41	4,60 3,22	2,49 1,36	3,28 2,23	3,17 2,01	1,68 0,49	1,84 0,83	1,85 0,68	1,82 0,65	2,73 1,50	1,74 0,52	2,57 1,53
Chiffres 2013 (en milliers d'euros)												
Chiffre d'affaires	256,9	246	231,9	377,7	279,8	185,9	203,6	254,9	180,1	390,4	221,3	308,6
Valeur ajoutée	78,8	126,6	65,2	102,2	100,1	50,3	50,2	50,6	54,3	88,2	41,6	142,1
en % du chiffre d'affaires	31	51	28	27	36	27	25	20	30	23	19	46
Charges de personnel	43,2	81,7	38,5	63,3	60,7	20,4	26,8	24,7	24	44	19,8	59,9
Résultat	25,7	30,1	19	25,1	26,3	20,7	16,4	18,4	22,6	34,6	16	64,2
en % du chiffre d'affaires	10	12	8	7	9	11	8	7	13	9	7	21

* Données CERFRANCE nationales

LES SERVICES RURAUX*

Au niveau des entreprises de travaux agricoles, l'excédent brut d'exploitation est de l'ordre de 81 000 € (+ 4 000 € par rapport à l'an passé). Avec un niveau d'amortissements de 71 000 €, le résultat des ETA est insuffisant pour rémunérer le chef d'entreprise. Pour les paysagistes, la hausse des charges (coût des matières premières, dépenses d'énergie, coût des salariés) est répercutée sur le chiffre d'affaires. Le résultat est similaire à l'année précédente avec un résultat de 20 000 € par chef d'entreprise. Quant aux exploitations forestières, l'augmentation chiffre d'affaires n'est pas suffisante pour absorber la hausse des charges. Au final, le résultat chute de 7 300 € (ou 30%) par rapport à l'an passé. Il est d'environ 15 400 €.

	Ensemble	Entreprises de travaux agricoles	Paysagistes	Exploitations forestières
Nombre d'entreprises	2475	1304	930	222
Effectif <i>dont salariés</i>	2,40 1,31	2,30 1,19	2,66 1,59	1,99 0,91
Chiffres 2013 (en milliers d'euros)				
Chiffre d'affaires	194,2	234,9	152,4	133,8
Valeur ajoutée	100,7	121,2	81,6	65,2
en % du chiffre d'affaires	52	52	54	49
Charges de personnel	41,2	39,1	47,2	30,7
Résultat	13	6,3	21,7	15,4
en % du chiffre d'affaires	7	3	14	12

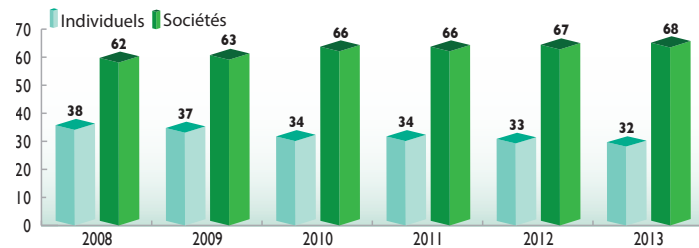


* Données CERFRANCE nationales

La ferme Pays de la Loire

Caractéristiques générales

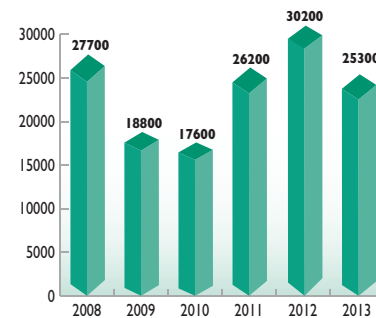
- Une surface agricole utilisée moyenne de 91 ha, en constante progression depuis plus de 15 ans mais avec un rythme moins soutenu.
- Une main d'œuvre moyenne de 2,15 UTA. 28% des exploitations emploient de la main d'œuvre salariée.
- Un capital d'exploitation moyen (hors foncier) s'élevant à 465 000 €, soit 272 000 € par unité de main d'œuvre familiale. Ce montant en croissance permanente, représente une difficulté pour les candidats à l'installation.
- Forme juridique des exploitations (ci-dessous) : En 6 ans, la part des sociétés est passée de 62 à 68% (dont Earl 39%, Gaec 25%, Autres-Sarl, Scea, Gfa... 4%). Les Gaec et Earl représentent la majorité des sociétés. Ils répondent à des problématiques diverses : mise en commun des moyens de production, séparation du patrimoine professionnel et privé, regroupement...



Résultat d'exercice (€/UTAF)

L'année 2013 marque un coup d'arrêt pour l'agriculture ligérienne. En particulier, le marché des céréales est moins porteur que 2012. Le coût des aliments augmente toujours et certaines productions animales souffrent dans ce contexte où le prix de leurs produits ne suit pas la même courbe. Les écarts de performance entre exploitations varient toujours :

- 15% ont un résultat d'exercice < 10 000 €/UTAF
- 43% ont un résultat d'exercice > 30 000 €/UTAF



Éléments de conjoncture

En 2013, la baisse des prix de vente en grandes cultures à partir du printemps et le maintien des prix de l'aliment sur un niveau élevé contribuent à la dégradation des revenus pour la plupart des exploitations. L'effet de l'augmentation du prix de vente du lait n'est significatif que pour les comptabilités clôturées en fin d'année.

A l'approche de la volumineuse récolte 2013 en céréales et en oléagineux, les cotations mondiales sont en recul. Cependant, les difficultés logistiques en Amérique retardent l'acheminement du soja brésilien et du canola canadien et limitent la détente des cours des oléagineux.

Alors que les cotations mensuelles du blé départ Eure et Loir et du tourteau de soja à Montoir s'établissaient respectivement à 232 €/t et à 435 €/t en avril 2013, elles atteignent 193 €/t et 441 €/t en décembre 2013 (soit une baisse de 17 % pour le blé et une hausse de 1 à 2 % pour le soja).

En viande bovine et en porc, la hausse des cours se poursuit jusqu'à l'été grâce à la baisse des abattages et au dynamisme des exportations sur pays tiers.

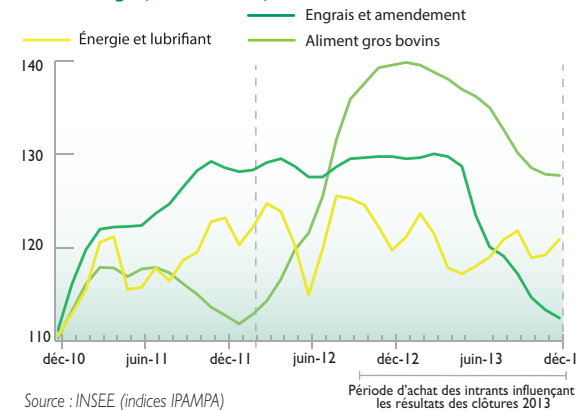
Mais l'érosion de la demande européenne face à l'augmentation des prix à la consommation, et les difficultés à l'export sur le second semestre, limitent l'amélioration des prix du porc et du jeune bovin à 1 à 2 % sur l'année 2013.

En parallèle, le prix de la tonne d'aliment porc naisseur engraisseur s'élève à 290 € et progresse de 23 € en un an (+ 9 %) ; de même, le prix de l'aliment gros bovins est en hausse de 7 %. Aussi, les éleveurs dans ces productions sont confrontés à des problèmes de trésorerie.

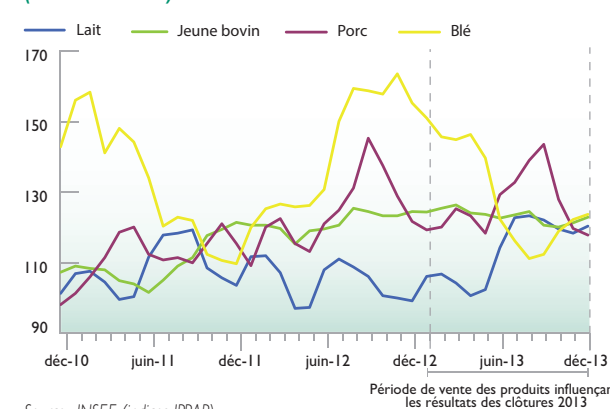
Sur le marché laitier, les cotations en produits industriels connaissent une forte hausse sous l'effet d'une offre mondiale insuffisante face à la demande, asiatique en particulier. Cependant, il faut attendre le milieu de l'année pour que la moyenne mobile 12 mois du prix de base du lait soit supérieure à son niveau un an plus tôt.



Evolution mensuelle des prix de l'aliment, des engrais et de l'énergie (base 100 en 2010)



Evolution mensuelle des prix du blé, du lait, du jeune bovin et des porcs (base 100 en 2010)



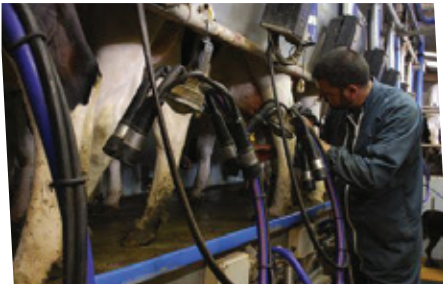
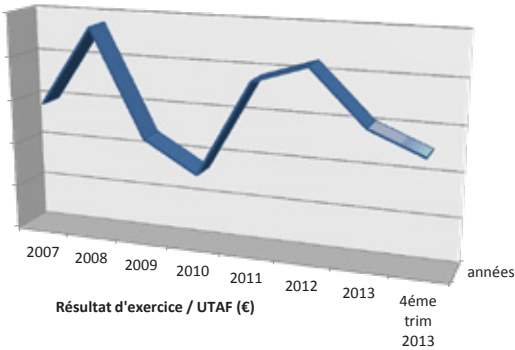
Structure de l'exploitation specialisee

Les surfaces utilisées par les éleveurs laitiers ligériens sont stables sur l'année 2013 plus 1 ha sur 1 an. La livraison de lait stagne sous le double effet d'une récolte de maïs fourrage médiocre en 2012 et d'un prix du lait non attractif en début d'année. Le besoin en capital d'exploitation moyen est de :
- 1 000 par 1000 litres + 40 € par rapport à l'année précédente.
- 212 000 € par UTA.

Surface Agricole Utilisée (ha)	83,3
dont Surface fourragère	64,8
Unité Travail Annuel Familiale	1,82
Volume lait vendu (L)	405 000
Nombre de vaches laitières	59
Capital d'exploitation (€)	406 000 €

Un revenu moyen par UTAF inférieur à la moyenne 2007-2013

Le revenu moyen par UTAF sur la période 2006-2012 s'établit à 21 100 € avec une forte volatilité liée à la réforme des marchés laitiers au niveau communautaire. Le revenu moyen de l'année 2013 est en baisse de 23 % par rapport à l'année précédente, il s'établit à 20 000 €. La baisse est régulière au fil des trimestres avec l'amorce d'une redressement sur le 4^{ème} trimestre. Au delà de ces écarts liés à la conjoncture, la maîtrise des éleveurs génère des écarts conséquents. Le revenu par UTAF ne dépasse pas 7 000 € pour le quartile inférieur et atteint 34 000 € pour le groupe supérieur.



Évolution de la marge et de l'EBE sur les 4 trimestres 2013

On constate
1- une amélioration régulière du prix du lait de 9 % entre le 1^{er} et 4^{ème} trimestre. Les éleveurs laitiers bénéficient de la reprise des cotations des produits industriels amorcés au second semestre 2012.
2 - une progression des charges et principalement de l'aliment azoté. Au final, la marge par 1 000 L est régulière sur les trois premiers trimestres, avec l'amorce d'un redressement au 4^{ème} trimestre tiré par un prix du lait - prix rémunérateurs, et une récolte 2013 de maïs ensilage de bien meilleure qualité. Ce redressement est confirmé sur le 1^{er} semestre 2014.



Marge en fonction de la date de cloture	1 ^{er} trimestre	2 ^{ème} trimestre	3 ^{ème} trimestre	4 ^{ème} trimestre
Prix du lait	329 €	333 €	342 €	358 €
Prix des vaches de réforme	1 060 €	1 092 €	1 062 €	1 049 €
Marge brute de l'atelier lait par 1000 L	215 €	218 €	215 €	220 €
Coût concentré par 1000 L	85 €	87 €	95 €	98 €
Coût fourrager par 1000L	49 €	49 €	48 €	49 €
Chargement	1,41	1,47	1,49	1,43
Lait livré par vache	7 346	7 123	6 957	7 186
% de maïs	32%	32%	33%	36%
Coût fourrager par ha	329 €	332 €	325 €	334 €

EBE en % du produit	31%	30%	28%	28%
EBE par 1000 L	176 €	172 €	155 €	162 €



Exploitation moyenne spécialisée

Structure	
Unités de Travail Humain	1,46
<i>dont UTA familiales</i>	<i>1,39</i>
Surface Agricole Utile (ha)	99,5
<i>dont Surface fourragère</i>	<i>84,2</i>
Effectif en vaches allaitantes	70,7
UGB totaux	132,4
<i>Nombre d'UGB / ha de SFP</i>	<i>1,57</i>
Capital d'exploitation (€)	429 000 €

Les exploitations spécialisées en viande bovine regroupent des structures avec des modes de production très variés : naisseurs, naisseurs-engraisseurs (avec ou sans achat complémentaire), engraisseurs. L'amélioration de la conjoncture en viande bovine ralentit la spirale de diminution de la production. Les Pays de la Loire conservent un dynamisme même si le cheptel ne progresse plus.

Avec la mise en place du découplage des aides à l'engraissement de taurillons, la volonté ou non d'engraisser des broutards ne dépend plus totalement de l'outil de production (surface, bâtiment, proximité des partenaires de la filière). Les critères économiques deviennent des paramètres incontournables qui aident à la prise de décision :

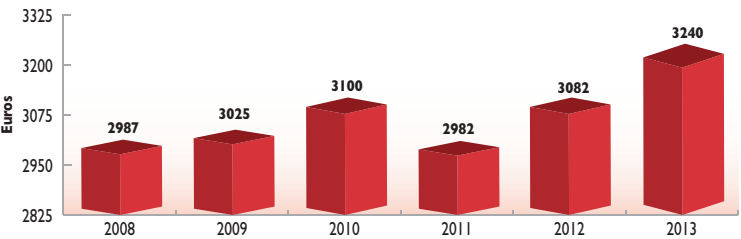
- le prix des broutards
- le prix des céréales
- le partage du risque

Ces éléments deviennent encore plus déterminants dans la décision ou non de la mise en place d'un lot d'animaux à engraisser.

Résultats économiques et financiers

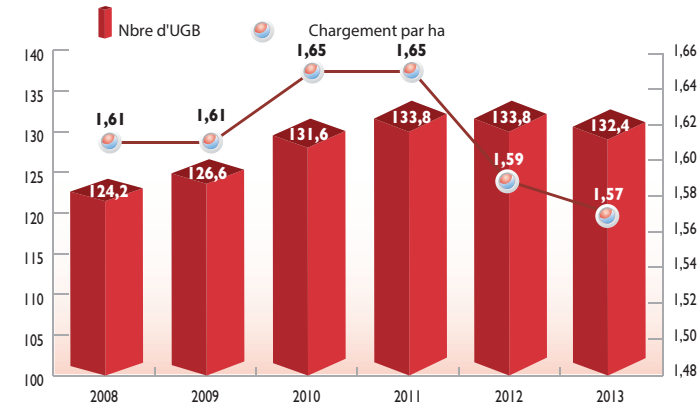
En 2013, le résultat net s'élève à 22 500 € / UTAF, en nette baisse par rapport à l'année dernière. Le prix de la viande bovine se maintient à un bon niveau mais, le prix de l'aliment pèse encore beaucoup sur la rentabilité de ces ateliers. Enfin, le montant de capital progresse de manière presque continue.

Montant de capital en € par UGB chez les éleveurs spécialisés



Structure Naisseurs Naisseur-Eng		
Unités de Travail Annuel	1,25	1,56
<i>dont UTA familiales</i>	<i>1,24</i>	<i>1,49</i>
Surface Agricole Utilisée (ha)	88,13	106,19
<i>Dont Surface Fourragère</i>	<i>79,58</i>	<i>87,64</i>
<i>Dont Maïs fourrage</i>	<i>5,68</i>	<i>16,01</i>
Effectif en vaches allaitantes	67,4	85,1
UGB totaux	107,3	156,4
Chargement/ha de SFP	1,35	1,78

Le coût des aliments élevé et un marché plutôt dynamique n'incitent pas les producteurs à accroître leur cheptel. La diminution du chargement constitue une alternative pour alléger le coût de production. Notons qu'il n'y a pas eu de décapitalisation franche dans la région des Pays de la Loire.



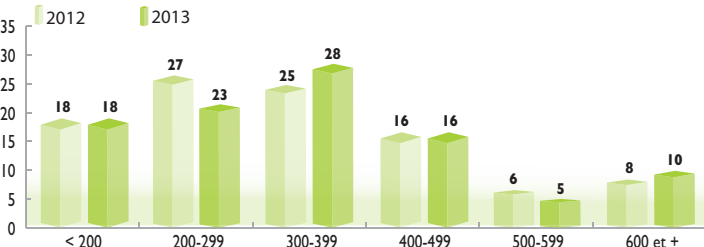
Exploitation moyenne spécialisée

Structure	
Unités de Travail Humain <i>dont UTA familiales</i>	2,04 <i>1,75</i>
Surface Agricole Utile (ha) <i>dont Surface fourragère</i>	53,4 <i>38,0</i>
Litres de lait produits	359 000
Effectif chèvres	424
Capital d'exploitation (€)	404 000 €

Deuxième région productrice de lait de chèvres, les Pays de la Loire se distinguent par des tailles de troupeaux très élevées : plus de 340 chèvres (260 au niveau national). Chez les éleveurs spécialisés, nous atteignons 424 chèvres.

Répartition des élevages en fonction de leur taille

Concernant la taille des élevages Ligériens, plus des deux tiers détiennent encore moins de 300 chèvres, mais la part de très grands troupeaux augmente significativement.



Résultats économiques et financiers

En 2013, le résultat net s'élève à 13 800 €. La rentabilité des élevages recule sévèrement pour la deuxième année consécutive. Le prix du lait ne s'améliore qu'en fin d'année.

D'autre part, le coût alimentaire poursuit sa hausse, pénalisant les élevages, et notamment ceux ayant opté pour des rations sèches.



Analyse de la marge brute en fonction de la performance

	Les 25% moins bonnes marges	Moyenne	Les 25% meilleures marges
Nombre de chèvres par élevage	320	353	409
Rendement par chèvre en litres	673	826	960
Prix du lait (€/mille litres)	611	624	635
Autres produits en €/mille litres	9	47	75
Produit total atelier caprin en €/mille litres	620	671	709
Charges aliments concentrés €/mille litres	320	259	230
Charges Surface fourragère €/mille litres	27	30	27
Frais vétérinaires €/mille litres	12	10	11
Autres charges opérationnelles	53	57	59
Charges opérationnelles en €/mille litres	412	356	327
Marge brute atelier caprin par mille litres	209	315	382

Les meilleurs résultats se caractérisent par :
- une optimisation des charges engagées
- un bon niveau de productivité par chèvre (960 litres de lait livrés)
- une valorisation du lait supérieure à la moyenne : + 11 €/ 1 000 l.

Le coût alimentaire représente plus des 3/4 des charges opérationnelles de l'activité.
La présence de chèvres peu productives, des lots peu homogènes sont des facteurs qui viennent pénaliser l'efficacité alimentaire.
La qualité et la quantité des fourrages récoltés ont un impact sur le coût alimentaire.



Production porcine

Exploitation moyenne spécialisée

Structure	
Unités de Travail Humain <i>dont UTA familiales</i>	2,15 1,60
Surface Agricole Utile (ha) <i>dont Cultures de vente</i>	71 49
Effectif truies ⁽¹⁾	172
Capital d'exploitation par truie (€) ⁽¹⁾	4 139
Annuités par truie (€) ⁽¹⁾	402
Taux d'endettement (%)	62

(1) dans les élevages avec des truies

Les exploitations porcines spécialisées en Pays de la Loire ont réalisé en 2013 des investissements significatifs pour mettre aux normes bien être leur outil et le moderniser. Contrairement aux années précédentes, le capital d'exploitation par truie enregistre donc une hausse de 15 à 20 % et le niveau d'annuités dépasse les 400 € en moyenne par truie.

Avec 172 truies présentes, la taille de l'élevage naisseur engraisseur spécialisé a connu une hausse de 35 % en 10 ans. Celle-ci est liée à l'arrêt de petits élevages, et au développement des ateliers restants. Dans le même temps, la productivité de la main d'œuvre a évolué moins vite (+ 9 %) : le choix de recourir à des salariés a sans doute limité la capacité d'investissement dans l'amélioration de l'efficacité de la main d'œuvre.

Résultats économiques et financiers

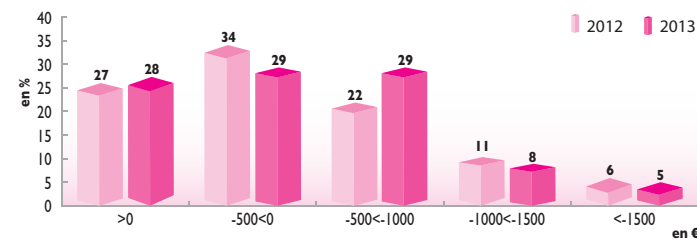
En juillet 2013, le résultat net par UTA¹ des producteurs spécialisés s'élève à 36 200 €. Il est en baisse de 6 000 € en un an avec les reculs simultanés des marges cultures de vente et de la marge sur l'atelier porc.

Le taux d'endettement global est en retrait d'un point. Les dettes à moyen terme progressent suite à la hausse des investissements et les dettes à court terme s'accroissent à nouveau sous l'effet de la forte augmentation du prix de l'aliment en 2013. Toutefois, les résultats

diminués des prélèvements privés maîtrisés des exploitants ont permis de conforter les capitaux propres des élevages.

La trésorerie nette globale chez les éleveurs naisseurs engraisseurs spécialisés se dégrade de 30 € par truie en un an. 36 % des élevages se situent au-delà du plafond de leur ouverture de crédit. La conjoncture 2013 a fragilisé à court terme les élevages au moment où ceux-ci devaient investir pour garantir leur accès au marché.

Répartition des élevages NE spécialisés selon leur taux d'endettement global.



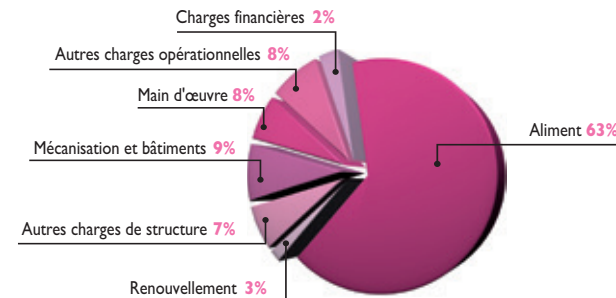
Critères technico-économiques

Repères 2013 ⁽¹⁾	
Nombre porcs produits / truie	21,5
Poids vif produit / truie (kg)	2 511
Poids de carcasse porc charcutier (kg)	88,7
Prix de vente kg porc charcutier (€)	1,647
Prix du kg aliment consommé (€)	0,285
Indice de Consommation Global	3,05

(1) élevages naisseurs engraisseurs spécialisés

En 2013, le coût de revient atteint 1,717 € par kg de carcasse. Il est en hausse de 18 cts entre juillet 2013 et juillet 2012. Malgré des performances techniques en légère progression, l'augmentation du prix de l'aliment est directement responsable d'une hausse du coût alimentaire de 13 cts du kg. Contrairement aux années précédentes, les charges de structure augmentent et ceci impacte de + 3 cts le coût de revient.

Coût de revient en 2013 : 1,717 € / kg de carcasse



Avec un prix de l'aliment en hausse (le coût alimentaire représente 64% du coût de revient), l'indice de consommation global (ICG) est le premier levier d'optimisation économique devant la productivité des truies. Une baisse de 0,1 point d'ICG équivaut à un gain de 70 € de marge brute par truie présente ou 13 000 € pour l'élevage moyen.

Sur le premier semestre 2014, la baisse du prix de l'aliment (- 10 € la tonne par rapport au 1^{er} semestre 2013) semble insuffisante compte tenu de la nouvelle dégradation du marché du porc (fermeture des frontières russes au porc européen).

Cependant, les perspectives de consommation favorables à moyen terme (marchés asiatiques en particulier) doivent inciter la filière française à se mobiliser pour être en capacité d'exporter et pour mieux gérer la double volatilité prix de vente du porc / prix de l'aliment. C'est à ces conditions que les éleveurs de notre région retrouveront de la visibilité pour se positionner en terme de stratégie et pour profiter des embellies de conjoncture à venir.

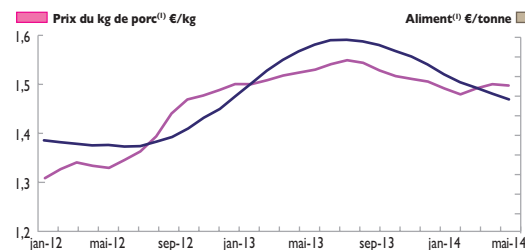
En juillet 2013, le prix de vente perçu par l'éleveur (1,647 € / kg) ne permet pas de faire face au coût de revient ; il manque en moyenne 7 cts du kg de carcasse. Autrement dit, deux éleveurs sur trois sont dans l'incapacité de rémunérer en totalité leur main d'œuvre.

Prix du porc et coût de l'aliment

Au Marché du Porc Breton, le prix moyen pour l'année 2013 s'établit à 1,464 € du kg de carcasse, soit une progression d'un centime par rapport à 2012.

La morosité de la consommation européenne et les difficultés à l'export à partir de l'automne ont stoppé la hausse du prix du porc consécutive à la baisse de production dans la plupart des états membres de l'Union.

Le prix de l'aliment IFIP pour les porcs à l'engrais se situe à 290 € la tonne sur 2013, soit une hausse de 23 €. Il a progressé plus vite (+ 9 %) que le prix de vente au MPB (+ 1 %).



(1) sources : CERFRANCE Pays de la Loire, d'après MPB et IFIP





Aviculture-Cuniculture

Exploitation moyenne spécialisée

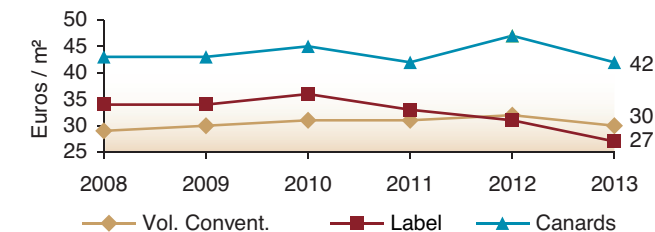
Structure	
Unités de Travail Humain <i>dont UTA familiales</i>	1,52 1,36
Surface Agricole Utile (ha)	38,8
Surface poulailler (m²)	1 418
Capital d'exploitation (€)	322 000
Annuités / m² (€)	20
Taux d'endettement (%)	64

Résultats économiques et financiers

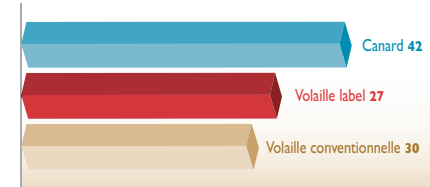
Avec un résultat d'exercice de 20 500 €/UTAF, la rentabilité des élevages de volailles diminue sensiblement. La production de poulets est toujours favorisée par une bonne dynamique à l'exportation alors que le marché de la dinde s'effrite. De plus, la conjoncture en canards se dégrade.

L'évolution défavorable du coût alimentaire, et l'impossibilité de répercuter cet effet sur les prix de vente engendre une réduction du niveau des marges brutes au m² chez les éleveurs..

Evolution des marges brutes en volailles sur 6 ans



Les marges brutes au m² (€)



En 2013, les marges brutes diminuent dans l'ensemble des productions. Le canard souffre de manière conséquente.



Critères technico-économiques et résultats de 3 ateliers

Les marges poussins-aliments se détériorent dans toutes les productions.

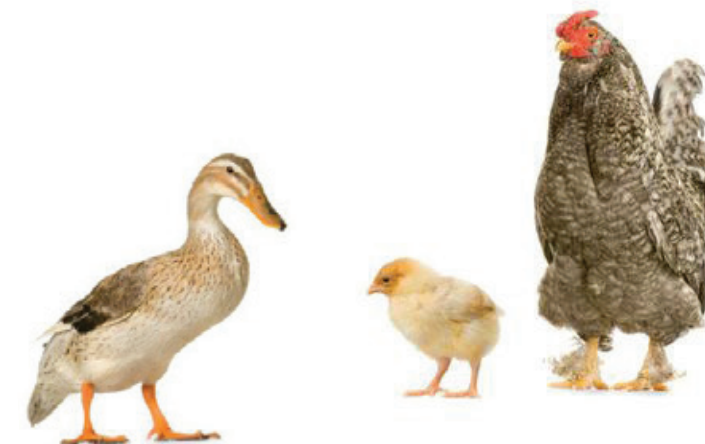
Repères 2013	Volailles conventionnelles	Volail. Label	Canards
Produits volaille/m²	168	106	200
Aliments concentrés/m²	118	68	132
Autres charges opérationnelles/m²	19	11	26
Marges poussins-aliments/m²	50	38	68

Critères technico-économiques en lapins

Repères 2013

Nombre de cages mères	537
Marge brute/cage mère (€)	92
Prix de vente / lapin (€)	4,32
Poids de vente moyen (kg)	2,435
Prix au kg (€)	1,77

Les niveaux de marge brute 2013 se maintiennent au niveau de 2012. la valorisation des lapins s'adapte au coût alimentaire pour assurer un relatif maintien des marges.



L'exploitation moyenne spécialisée

Structure	
Surface Agricole Utile (ha)	123
Unités de Travail Humain dont UTA salariée	1,3 0,1
Capital d'exploitation (€)	
Par UTA	340 300
Par ha	2 776
Capitaux propres (€)	197 400
Dettes long et moyen terme (€)	109 700

L'année 2013 a été marquée dans notre région par un hiver et un printemps froids et humides : les conditions d'implantation ont été difficiles et des parcelles ont pu être re-semées en cultures de printemps. La chaleur estivale et le temps sec ont permis de récolter les céréales à paille et le colza dans de bonnes conditions, mais elles ont impacté négativement les rendements en maïs grain.

Aussi les rendements moyens en céréales et en oléagineux sont en baisse par rapport à 2012, et se situent au mieux dans la moyenne décennale.

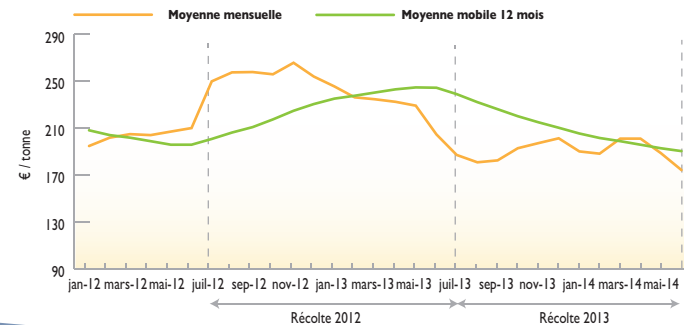
Le résultat par actif familial est en diminution : il s'affiche en moyenne à 38 300 €, soit moins 15 000 € en un an. Toutefois, il reste au niveau de sa moyenne quinquennale.

Cotation du blé rendu Rouen

Au niveau mondial, les récoltes 2013 de céréales et d'oléagineux sont exceptionnelles : les blés de la Mer Noire et de Roumanie concurrencent les blés français sur les marchés du Maghreb et du proche Orient, d'autant plus que la qualité des blés français (taux de protéines) n'est pas au rendez-vous. En fin d'année, les exports russes se tarissent et la demande reste ferme (Maghreb, Asie) permettant aux blés français de retrouver une seconde dynamique. En maïs, la récolte américaine recouvre son niveau d'avant la sécheresse 2012 et vient

s'ajouter aux bonnes récoltes en Amérique du Sud et en Ukraine, d'où une chute plus prononcée des cours du maïs. Enfin, les récoltes record de colza et de tournesol entraînent un recul très marqué des cours des deux oléagineux dès le printemps.

En parallèle, certaines charges sont en hausse : c'est le cas des intrants, des travaux par tiers, du prix des carburants, et des cotisations sociales des exploitants (dont le calcul est basé sur les bons revenus des années précédentes).



Quelques cultures au crible

Les marges brutes par hectare à la récolte 2013 sont en net recul : de moins 39 % en blé à moins 52 % en colza. La chute des prix de vente se conjugue avec la baisse des rendements :

- moins 40 à moins 55 € par tonne sur le prix de vente des céréales et moins 110 à moins 130 € par tonne en oléagineux,
- moins 5 à moins 10 qx par hectare en céréales et moins 4 à moins 5 qx par hectare en oléagineux.

De plus, les charges d'intrants sont en hausse de 20 à 30 € par hectare selon les cultures.

La récolte 2014 s'annonce importante en volume. La production mondiale de blé est attendue à nouveau à près de 700 Mt grâce aux bonnes conditions climatiques dans l'hémisphère Nord. En maïs, sauf accident climatique cet été aux Etats Unis,

le bilan mondial devrait être lourd et peser sur l'ensemble des cours des céréales. Aussi, l'orientation baissière de ce printemps devrait se confirmer à la récolte. Les craintes liées à l'apparition du phénomène El Nino dans l'hémisphère Sud pourrait limiter la baisse des prix, mais plutôt dans un second temps. Enfin, l'évolution du marché mondial restera très dépendante du dynamisme de la demande, en particulier chinoise (évolution de ses stocks, politique vis-à-vis des cultures OGM américaines, etc.) et des éventuels soubresauts du conflit ukrainien.

Dans ce contexte d'une nouvelle baisse des prix de vente, et d'une érosion des aides PAC, la connaissance du coût de revient de ses cultures est indispensable pour analyser la structuration de ses coûts et leur évolution possible.

Récolte 2013	Blé tendre	Tournesol	Maïs grain	Colza
Rendement (qx/ha)	68	24	87	31
Produit grain + sous produits (€/ha)	1 265	835	1 344	1 098
Prix de vente physique (€/tonne) ⁽¹⁾	168	339	153	347
Charges opérationnelles (€/ha)	618	401	757	562
dont engrais	205	98	169	208
Semences	120	95	216	52
Traitements	170	133	83	217
Frais de récolte	111	66	208	74
Taxes et divers	12	9	82	11
Marge brute (€/ha)	647	434	587	536

⁽¹⁾ prix hors complément perçu après la clôture comptable





Productions végétales : cultures spécialisées

Viticulture

Au niveau du Maine et Loire la diminution des volumes vendangés en 2012 se traduit par des résultats en baisse : l'EBE chute de 10 000 € pour atteindre 78 000 €. Au final, le résultat diminue d'environ 7 200 € par UTAF. Cependant, les résultats sont hétérogènes et dépendent fortement de l'orientation de vente. La valorisation en circuit court demeure plus profitable.

Au niveau du vignoble nantais pour la deuxième année consécutive, les résultats

des entreprises viticoles voient leurs résultats s'améliorer. L'ebe 65 000 € progresse de 40%. Le projet d'accord interprofessionnel est en cours de renégociation. Il est indispensable que les prix d'achat soient au minimum maintenus afin de donner une meilleure visibilité à moyen terme pour l'ensemble des viticulteurs. Le redressement de notre vignoble est en cours mais reste fragile et tributaire des sorties

	Loire-Atlantique	Maine et Loire	Région*
Surface Agricole Utilisée <i>dont Vignes</i>	27,3 26	43,1 36	35,6 30,9
Unités Travail Annuel <i>dont UTA Salarisées</i>	3,1 1,7	4,1 2,5	3,6 2,1
Produit brut	247 000	326 000	287 000
EBE / produit brut	26 %	24 %	25 %
Main d'œuvre / produit brut	16 %	19 %	18 %
Résultat / UTA Familiales	28 600	26 500	26 000
Capital d'exploitation	384 000	512 000	450 000



Horticulture - Maraichage

En Loire-Atlantique, les résultats sont dans la continuité de l'année précédente; avec des évolutions variables selon les légumes. On constate une amélioration sur les légumes d'hivers (poireau, radis), une dégradation sur la tomate et un bilan mitigé sur le produit phare, la mâche. La profession s'interroge

sur la diversification des légumes produits pour répondre aux problèmes sanitaires et à la volatilité des cours. Le choix de nouveaux légumes comme la ré-introduction de la carotte est envisagé pour élargir le panel de produit.

	Loire-Atlantique	Maine et Loire	Région*
Surface Agricole Utilisée <i>dont Cultures spécialisées</i>	19,2 17	18,9 16,7	18,1 15,4
Unités Travail Annuel <i>dont UTA Salarisées</i>	7,8 6,5	4,6 3	6,2 4,7
Produit brut	728 000	330 000	526 000
Valeur ajoutée / Produit brut	41 %	46 %	42 %
EBE / produit brut	18 %	19 %	18 %
Résultat / UTA Familiale	45 000	24 000	30 000
Capital d'exploitation	661 000	276 000	459 000

* Les chiffres de la colonne « Région » correspondent aux résultats des exploitations des cinq départements.

Arboriculture

	Région*
Surface Agricole Utilisée <i>dont Plantations</i>	34,5 21,3
Unités Travail Annuel <i>dont UTA Salarisées</i>	7,2 5,9
Produit brut	470 200
Valeur ajoutée / produit brut	59%
EBE / produit brut	27%
Main d'œuvre / produit brut	31%
Résultat / UTA Familiale	57 300
Capital d'exploitation	537 500

Les résultats sont dans la lignée de ceux de l'année dernière, voire meilleurs.

Les indicateurs sont au vert : produit brut + 97 000 €, résultat par UTAF + 20 000 € et trésorerie nette + 60 000 €.

La situation financière est beaucoup plus saine.

Cependant l'importance des capitaux engagés (plus de 500 000 €) n'est pas favorable à la transmission des entreprises arboricoles.





Ostreiculture

Exploitation moyenne spécialisée

Structure	Vente expédi.	Vente détail
Main d'œuvre totale (ETP) <i>dont main d'œuvre salariée</i>	2,48 1,25	2,11 0,84
Surface maritime exploitée (ha) <i>dont Vendée*</i> <i>dont Bretagne</i> <i>dont Charente</i>	4,50 2,93 1,56 0,01	4,37 2,86 1,43 0,08
Quantité vendue (tonnes/an)	45,2	29,8
Achat d'huîtres/vente d'huîtres (%)	37	17

* Baie de Bourgneuf principalement

Vente à l'expédition : huîtres emballées à destination des grandes et moyennes surfaces, poissonneries et restaurants.

Vente au détail : huîtres vendues au détail, le plus souvent sur les marchés.



Résultats économiques et financiers

Repères 2013	Vente expédi.	Vente détail
Valeur ajoutée (€/tonne)	2556	2822
EBE (€/tonne)	1834	1887
Résultat courant (€/tonne)	1306	1304
Annuités/EBE (%)	24	26
Annuités (€/tonne)	435	490
Taux d'endettement (%)	39	31
Capitaux propres (€/tonne)	3577	5008

Source : Réseau NAUTIL

En 2013, malgré la hausse de la valeur ajoutée, la rentabilité de la production décroît.





Notre réseau

CERFRANCE Loire-Atlantique

8 rue de Laponie – BP 4113
44241 La Chapelle Sur Erdre Cedex
Tél 02 28 09 35 00
E-mail : contact@44.cerfrance.fr
www.cerfrance44.fr

CERFRANCE Maine-et-Loire

29 avenue Jean Joxé – BP 60411
49104 Angers Cedex 02
Tél 02 41 33 66 66
E-mail : contact@49.cerfrance.fr
www.49.cerfrance.fr

CERFRANCE Mayenne - Sarthe

Rue Albert Einstein
Parc technopole de Changé
BP 26116
53061 Laval Cedex 09
Tél 02 43 49 84 00

1 boulevard Georges Meliès
72018 Le Mans Cedex 2
Tél 02 43 14 12 40
E-mail : contact@53-72.cerfrance.fr
www.53-72.cerfrance.fr

CERFRANCE Vendée

Parc d'activités de Beaupuy
15 rue Jacques-Yves Cousteau
85036 La-Roche-sur-Yon Cedex
Tél 02 51 24 42 42
E-mail : contact@85.cerfrance.fr
www.85.cerfrance.fr



Pays de la Loire